

La lutte antitabac s'essouffle

Décodage Depuis trois ans, la proportion de fumeurs ne diminue plus et stagne à 27% de la population. Les spécialistes de la prévention tirent la sonnette d'alarme

Caroline Zuercher

En Suisse, un décès sur sept est lié au tabac. La proportion de fumeurs ne diminue plus depuis trois ans. Et la prévention stagne. Un constat que les professionnels de la lutte antitabac ne manqueront pas de dresser cette fin de semaine à Berne, à l'occasion de la deuxième conférence nationale sur la prévention du tabagisme (*lire ci-dessous*). A cette occasion, Jean-François Etter, responsable du site stop-tabac.ch et maître d'enseignement et de recherche à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Genève, tire la sonnette d'alarme. A ses yeux, la volonté politique d'agir contre le tabac n'est pas suffisante et les cigarettiers ont trop de pouvoir. Entretien.

La proportion de fumeurs est passée de 33% de la population en 2001 à 27% en 2008. C'est mieux que la moyenne européenne (28%). Un bon signe?

En fait, la Suisse se classe assez mal dans la moyenne européenne. Les pays du sud et de l'est du continent ont certes une proportion de fumeurs élevée (37% en Grèce). Mais, à l'inverse, des Etats comme le Royaume-Uni ou l'Irlande font bien mieux que nous. Et la Suède, avec 16% de fumeurs, est championne d'Europe. Surtout, en Suisse, cette proportion ne diminue plus depuis trois ans: il reste donc beaucoup à faire.

On a pourtant promulgué, en 2010, l'interdiction de fumer dans les lieux publics. N'est-ce pas suffisant?

Cette loi fédérale est très lacunaire. Elle autorise la fumée dans les cafés de moins de 80 m² et des fumoirs sans service dans les établissements de plus grande taille. Certains cantons vont plus loin et interdisent totalement la cigarette dans les lieux publics. Une telle mesure est efficace. A Genève, où elle a été plébiscitée par 80% de la population, une étude a montré que les hospitalisations pour syndrome coronarien aigu et pour maladie pulmonaire ont diminué de 7% et 19%. Une initiative populaire de la Ligue pulmonaire demande maintenant l'instauration d'une même solution au niveau national. Le peuple devrait se prononcer l'an prochain.

N'a-t-on pas atteint un nombre incompréhensible de consommateurs?

Non. Pour inciter le public à arrêter de fumer, les prix pourraient encore être augmentés. Cette mesure est la plus efficace pour lutter contre le tabac. Les études montrent qu'une hausse des tarifs de 10% entraîne une baisse de la consommation de 2% à 5%. En plus, cette disposition ne coûte rien au contribuable, et rapporte de l'argent au gouvernement. Mais, pour qu'elle fonctionne, la hausse doit être conséquente. C'est le problème en Suisse: les augmentations se sont faites progressivement, et cela n'a pas eu l'effet escompté.

Les cigarettiers ont-ils trop de pouvoir?

Oui, surtout en Suisse! Il faut agir au niveau de la publicité et de la promotion. Pour l'industrie du tabac, il est vital de trouver sans arrêt de nouveaux clients puisque la moitié des consommateurs meurent à cause de ses produits. La publicité sur la voie publique est interdite dans la plupart des cantons, mais la promotion du tabac reste possible. Les cigarettiers dépensent beaucoup pour séduire les jeunes, parce qu'une personne qui n'a pas fumé avant 20 ans a peu de risque de devenir dépendante. Il faut donc attirer les clients le plus rapidement possible! Et pour ça, les techniques sont sophistiquées: les cigarettiers proposent des offres dans les soirées ou interviennent sur internet. Dans notre pays, seul le canton de Soleure interdit une telle promotion.



Accro
De 2001 à 2008, le nombre de fumeurs en Suisse a baissé de seulement 6%. Les milieux de la prévention sont inquiets.
FRANCESCA PALAZZI

«Nos politiciens ne se préoccupent pas de la santé de la population. Pourtant, en Suisse, les frais de santé liés à la consommation du tabac coûtent chaque année 3 milliards de francs»

Jean-François Etter, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève

Le nombre de fumeurs qui stagne: c'est aussi l'échec de la prévention.

Beaucoup de campagnes misent sur l'éducation et s'adressent à des personnes d'un bon niveau socioculturel. Résultat, 34% des apprentis sont des fumeurs, contre seulement 20% des élèves du collège et de l'Ecole normale. Dans quelques années, cela va produire de grandes inégalités sociales, avec beaucoup plus de maladies et de décès dus au tabac parmi les personnes les moins formées. En matière de prévention, il ne faut donc pas oublier que 10% de la population est illettrée et n'a pas la capacité de prendre connaissance d'un document écrit. Nous devons aussi faire un effort pour toucher ceux qui ne sont pas de langue maternelle française. Dans l'immédiat, il est nécessaire d'étudier ces groupes pour

découvrir la meilleure façon de les approcher.

Les fumeurs, de façon générale, sont-ils difficiles à approcher?

Il faut les inciter à fréquenter les consultations visant à l'arrêt du tabac. Un tel service est disponible partout en Grande-Bretagne. Mais, malheureusement, en Suisse, il n'est pas remboursé par les assurances-maladie. Pas plus, d'ailleurs, que les substituts nicotiques, pourtant efficaces. Cependant, un arrêt du Tribunal fédéral établit que le Champix doit être remboursé si le patient est dépendant au tabac. Les juges demandent en outre à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) de définir les conditions dans lesquelles existe une telle dépendance.

Comment expliquez-vous le retard helvétique?

Il y a dans notre pays un manque de volonté politique. Au niveau fédéral comme dans les cantons, les interdictions de fumer dans les lieux publics sont venues de la société civile et non des politiciens. En outre, la Suisse n'a toujours pas ratifié la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte contre le tabac. Ce traité répertorie toutes les mesures efficaces pour contrer la cigarette, et les Etats qui le ratifient s'engagent à les appliquer. Nos politiques attendent que nos lois respectent toutes ces exigences pour s'engager. Mais c'est un alibi! Cette réticence du monde politique s'explique par la présence en Suisse des sièges de plusieurs grands cigarettiers. Ils ont choisi notre pays pour échapper au droit européen ou américain. Notre législation est plus tolérante et, dans certains cantons, ces entreprises constituent même les principaux contribuables. Dans ces conditions, elles peuvent exercer de fortes pressions. En outre, cette industrie a des représentants dans les parlements cantonaux et à Berne. N'oublions pas que, à une époque récente, même un conseiller fédéral était actif dans ce secteur!

En voulez-vous à nos politiciens?

A certains, oui. Regardez, on trouve des publicités pour la cigarette dans toutes les gares. C'est possible car ces lieux sont un territoire fédéral, alors que les interdictions de publicité sont cantonales. Eh bien, nos politiciens ne font rien! Ils ne se préoccupent pas de la santé des gens! Pourtant, en Suisse, les frais de santé liés au tabac coûtent chaque année 3 milliards. Si l'on prenait des mesures drastiques contre le tabac, on pourrait fermer des étages entiers d'hôpitaux. C'est ça, la solution pour réduire les coûts de la santé!

Deux nouvelles études discutées à Berne

● Plus de deux cents spécialistes suisses de la lutte antitabac sont réunis depuis hier, et aujourd'hui encore, à Berne. A l'occasion de cette deuxième conférence nationale sur la prévention du tabagisme, deux nouvelles études sont présentées.

Publicité Pour les milieux de la prévention, la publicité pour le tabac reste le point noir de notre pays. Aujourd'hui en Suisse, l'industrie investit six fois plus de moyens dans ce secteur que les milieux de la prévention. Or, les spécialistes de la prévention veulent bannir toute réclame. Ils se basent notamment sur un document édité par la Commission fédérale pour la prévention du tabagisme, «Marketing et publicité -

Nouveaux éléments». On y apprend que les jeunes exposés à la publicité commencent plus facilement à fumer et risquent davantage de devenir des consommateurs réguliers. Par la suite, la réclame entraîne en outre une hausse de la consommation.

L'interdiction de toute publicité édictée dans cinq pays (Norvège, Finlande, Canada, Nouvelle-Zélande, France) entre 1975 et 1991 a entraîné une baisse de la consommation de tabac de 4% à 9%. En revanche, des études récentes montrent que, à long terme, les interdictions partielles n'ont, elles, aucune efficacité significative.

Cafés sans fumée L'Institut tropical et de santé publique suisse, à Bâle, en collaboration avec l'Institut universitaire

romand de santé au travail, à Lausanne, et l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Zurich, enquête actuellement sur les conséquences de l'interdiction de fumer dans les cafés et restaurants suisses. Dans cette étude, nommée COSIBAR, les chercheurs se penchent sur les employés et plus particulièrement sur leur santé cardiaque. Première constatation: en moyenne, leur exposition au tabagisme est douze fois inférieure après l'interdiction. Les résultats, encore provisoires, montrent que cette nouvelle donne améliore la variabilité de leur rythme cardiaque, ce qui diminue leur risque d'infarctus du myocarde. Les conclusions définitives sont attendues pour la fin de l'année prochaine.